

Région MOANAP: Principaux Points

La situation économique de la région MOANAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan) a continué d'évoluer au gré des diversités régionales. La plupart des pays exportateurs de pétrole à revenu élevé, principalement au sein du CCG, continuent d'afficher une croissance économique régulière et de solides fondamentaux économiques et financiers, bien qu'ils doivent faire face à des défis à moyen terme. En revanche, d'autres pays—Irak, Libye et Syrie—sont frappés par des conflits aux conséquences à la fois humanitaires et économiques. D'autres encore, pour l'essentiel des pays importateurs de pétrole, continuent d'avancer dans la mise en œuvre de leur programme économique, à un rythme toutefois inégal, souvent dans un contexte de transition politique et dans des conditions sociales difficiles. Dans la plupart de ces pays, en l'absence de réformes économiques et structurelles de grande envergure, l'évolution attendue de l'économie à moyen terme ne permettra toujours pas de réduire un chômage aujourd'hui élevé ni d'améliorer les niveaux de vie.

Pays exportateurs de pétrole: positions conjoncturelles différentes et affaiblissement des soldes budgétaires

Dans le groupe des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, la croissance devrait grimper à 2½ % en 2014 (soit une révision à la baisse de ¾ de point de pourcentage par rapport à la mise à jour des PER de mai 2014), puis continuer de progresser l'an prochain. Cependant, les risques sont principalement baissiers, notamment à l'horizon 2015, et les résultats économiques varient considérablement d'un pays à l'autre. Les conflits et les problèmes de sécurité continuent de perturber l'activité économique en Irak, en Libye et au Yémen, bien qu'un certain redressement de la production de pétrole dans ces pays soit de nature à améliorer les perspectives pour l'année prochaine, pour autant que la situation sécuritaire se stabilise. Par contre, dans les pays du CCG, la croissance économique se poursuit à un rythme régulier grâce au niveau élevé des dépenses publiques consacrées aux infrastructures et à l'expansion du crédit au secteur privé dans beaucoup de pays. L'économie iranienne, quant à elle, passe d'une contraction à une croissance modeste

Les risques géopolitiques se sont accentués mais les risques pesant sur l'évolution des prix du pétrole restent globalement équilibrés. Une aggravation de la situation sécuritaire en Irak, en Libye ou au Yémen pourrait perturber davantage l'offre de pétrole dans ces pays et menacer le redressement attendu de la production de pétrole l'année prochaine. Si le rapprochement entre l'Irak et le P5+1 (membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne) n'aboutissait pas, l'intensification des sanctions pourrait accentuer la diminution des exportations pétrolières de l'Irak. Cela dit, l'Arabie saoudite dispose de capacités inutilisées considérables et pourrait décider de compenser au moins partiellement une baisse inattendue de la production dans d'autres pays. À l'inverse, un accord permanent entre l'Irak et le P5+1 ainsi qu'une amélioration de la sécurité en Irak et en Libye pourraient accroître l'offre de pétrole de ces pays. En outre, une offre de pétrole plus élevée que prévu dans d'autres régions (par exemple aux États-Unis, dont l'amélioration de la production ne cesse de surprendre) ou une baisse de la demande mondiale, en cas de croissance économique mondiale plus faible, pourrait également se traduire par une détente sur les marchés pétroliers. Les cours du pétrole et les conditions de sécurité régionales sont aussi des sources importantes de risque pour l'activité en dehors du secteur pétrolier.

Dans la plupart des pays exportateurs de pétrole, la situation budgétaire s'affaiblit. La hausse des dépenses publiques dans un contexte de stabilité globale des cours du pétrole devrait réduire l'excédent budgétaire à 2 % cette année, puis à 1¼ % en 2015. Dans la plupart des pays, les soldes budgétaires ne suffisent pas à

épargner une part équitable de la richesse pétrolière au profit des générations futures, d'où une vulnérabilité considérable en cas d'évolution défavorable des cours du pétrole. La plupart des pays exportateurs de pétrole doivent donc renforcer leur position budgétaire. Les pays membres du CCG peuvent mettre à profit la période actuelle de dynamisme économique pour épargner une plus grande part de leurs recettes pétrolières exceptionnelles. Beaucoup d'autres pays, qui subissent une baisse de leurs recettes pétrolières, entre autres chocs, doivent dans l'immédiat soutenir la demande avec les ressources limitées dont ils disposent, mais ils devront aussi, dès que la conjoncture le permettra, reconstituer une marge de manœuvre.

La plupart des pays exportateurs de pétrole doivent adapter leur modèle économique à l'impératif d'une croissance durable, inclusive et diversifiée. Leur modèle économique s'appuie sur la croissance des dépenses publiques alimentée par l'augmentation des cours du pétrole. Le passage à un modèle plus diversifié tiré par le secteur privé nécessite de profondes réformes. Dans les pays du CCG, le climat des affaires est généralement favorable et les déficits d'infrastructures sont modestes. Dans ces pays, les priorités en matière de réforme se centrent sur l'amélioration de la qualité de l'éducation et de sa capacité à répondre aux besoins du secteur privé; la réduction des distorsions qui conduisent à dépendre de la main-d'œuvre étrangère, de manière à accroître les possibilités d'emploi des nationaux dans le secteur privé; et les initiatives propres à encourager la production de biens et services échangeables plutôt que l'activité dans le secteur des biens non échangeables, où la croissance de la productivité est faible. Dans les pays hors CCG, il importe avant tout d'améliorer l'environnement politique et le climat des affaires, de remédier aux goulets d'étranglement d'infrastructure et de développer l'accès aux services financiers, pour accroître l'investissement, rehausser la productivité et assurer une croissance soutenue.

Pays importateurs de pétrole: lenteur de la reprise et de la création d'emplois

Dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, l'activité économique est restée terne cette année, avec un taux de croissance voisin de 3 %, mais la croissance devrait s'accélérer et atteindre 4 % en 2015 (soit des prévisions globalement inchangées par rapport à la mise à jour des PER de mai 2014). Les profondes tensions sociopolitiques et les retombées de l'intensification des conflits régionaux freinent la croissance. Une amélioration graduelle de la confiance devrait soutenir la demande intérieure à mesure que l'incertitude politique se dissipera. Les exportations, le tourisme et l'investissement direct étranger devraient également connaître un rebond, aidés en cela par la reprise en Europe et la croissance soutenue dans les pays du CCG. Il est peu probable que ces améliorations suffisent à faire baisser le taux de chômage qui reste élevé.

Les risques qui pèsent sur les perspectives sont de nature baissière. Les revers des transitions politiques, l'intensification des tensions sociales et sécuritaires et les retombées des conflits régionaux, de même qu'une croissance économique plus faible que prévu chez les principaux partenaires commerciaux sont autant de facteurs qui pourraient compromettre la reprise.

Les pays commencent à maîtriser leurs lourds déficits budgétaires, ce qui leur permettra de reconstituer progressivement une marge de manœuvre et de renforcer leur capacité de résistance aux chocs. Dans un grand nombre de pays (notamment en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Mauritanie, au Pakistan, au Soudan et en Tunisie), la réforme graduelle des systèmes inefficaces de subventions généralisées a permis de dégager des économies, dont une partie sert à financer une protection sociale ciblée en faveur des pauvres et à accroître les dépenses consacrées aux infrastructures, aux services de santé et à l'éducation. Cependant, dans les pays importateurs de pétrole, le ratio dette/PIB continue d'augmenter et les besoins bruts de financement extérieur devraient atteindre 100 milliards de dollars l'année prochaine.

Les projections laissant entrevoir une amélioration de la croissance l'année prochaine, la réduction progressive et continue des déficits budgétaires pourra contribuer à améliorer la confiance et renforcer la résilience de l'économie. La priorité devra être accordée aux mesures budgétaires qui pèsent le moins sur la croissance économique à court terme, encouragent la création d'emplois, limitent les effets négatifs sur les populations pauvres et réduisent les inégalités sociales. Dans un contexte de rééquilibrage budgétaire en présence d'écart de production toujours importants, une plus grande souplesse du taux de change pourrait, dans certains cas, renforcer la croissance et la compétitivité.

Les perspectives de croissance à moyen terme des importateurs de pétrole de la MOANAP se sont affaiblies plus rapidement que dans d'autres régions du monde et elles restent insuffisantes pour faire reculer un taux de chômage qui demeure obstinément élevé, surtout parmi les jeunes et les femmes. Des réformes économiques en profondeur s'imposent donc pour impulser la croissance à moyen terme et créer des emplois. La prévision actuelle de croissance faible à moyen terme s'explique par la présence de rigidités structurelles, le manque d'ouverture au commerce international et à la concurrence et les déficiences institutionnelles. Des programmes de réforme nationaux à la fois ambitieux et crédibles sont nécessaires pour surmonter ces obstacles. L'amélioration du climat des affaires et de la gouvernance ainsi que le développement des marchés financiers peuvent favoriser l'investissement et la hausse de la productivité. De plus, l'adoption de réformes du marché du travail visant à faciliter l'embauche et la formation peut se traduire par une répartition plus efficiente de la main-d'œuvre, de plus fortes rémunérations et la création plus rapide d'emplois. Enfin, la promotion d'une intégration commerciale plus poussée aiderait les pays à participer davantage aux chaînes de valeur mondiales.

Un soutien de la communauté internationale—sous forme de financements accrus, d'un meilleur accès aux marchés, de conseils de politique économique et d'aide au renforcement des capacités—sera indispensable pour permettre un ajustement macroéconomique plus graduel et moins douloureux et pour étayer les programmes de réforme à moyen terme des pays.

Région MOANAP: Principaux indicateurs économiques, 2000–17*(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

	Moyenne 2000–10	2011	2012	2013	Projections			
					2014	2015	2016	2017
MOANAP¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5.3	4.4	4.8	2.5	2.7	3.9	4.5	4.4
Solde transactions courantes	8.7	13.2	12.7	10.0	7.8	6.2	5.1	4.2
Solde budgétaire global	3.1	1.7	2.6	0.0	-1.0	-1.4	-1.6	-2.1
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	7.0	9.3	10.0	9.9	8.0	8.1	7.4	7.3
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5.5	5.3	5.7	2.2	2.5	3.9	4.5	4.4
Solde transactions courantes	12.7	18.4	18.4	14.8	11.6	9.8	8.5	7.4
Solde budgétaire global	7.2	5.7	7.6	4.4	2.0	1.2	0.7	0.0
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	7.2	8.8	10.3	10.2	7.0	7.5	7.2	7.2
Dont: Conseil de coopération du Golfe								
PIB réel (croissance annuelle)	5.4	8.1	5.8	4.1	4.4	4.5	4.5	4.5
Solde transactions courantes	14.8	23.8	24.6	20.9	17.9	15.9	14.0	12.3
Solde budgétaire global	11.2	11.7	14.2	10.9	7.9	5.3	3.9	2.5
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	2.9	3.0	2.4	2.8	2.8	3.1	3.4	3.6
Importateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5.0	2.5	2.9	3.0	3.1	3.9	4.3	4.5
Solde transactions courantes	-1.7	-3.5	-5.6	-4.5	-3.5	-4.4	-4.6	-4.5
Solde budgétaire global	-4.9	-7.1	-8.4	-9.5	-7.5	-6.9	-6.6	-6.4
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6.6	10.3	9.4	9.1	9.9	9.6	7.9	7.5
MOAN¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5.4	4.5	4.8	2.3	2.6	3.8	4.5	4.4
Solde transactions courantes	9.5	14.2	13.8	10.9	8.6	6.8	5.7	4.8
Solde budgétaire global	4.0	2.7	3.9	1.0	-0.6	-1.0	-1.4	-1.9
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6.9	8.8	9.9	10.2	7.9	8.2	7.5	7.4
Importateurs de pétrole MOAN								
PIB réel (croissance annuelle)	5.1	1.8	2.0	2.6	2.6	3.7	4.2	4.4
Solde transactions courantes	-1.9	-5.1	-7.5	-6.2	-4.7	-5.9	-5.7	-5.5
Solde budgétaire global	-5.5	-7.4	-8.7	-10.5	-9.3	-8.5	-8.5	-8.3
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6.2	8.6	8.6	10.1	10.8	10.6	8.6	8.3
Pays arabes en transition (hors Lybie)								
PIB réel (croissance annuelle)	4.9	1.0	2.5	2.7	2.5	3.8	4.2	4.3
Solde transactions courantes	-0.3	-5.0	-6.1	-4.8	-3.2	-4.5	-4.5	-4.4
Solde budgétaire global	-5.7	-8.2	-9.1	-11.3	-9.9	-8.9	-9.0	-8.7
Inflation, p.a. (croissance annuelle)	6.6	8.4	6.1	7.8	8.3	10.1	8.8	8.7

Sources: autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Notes: Les données renvoient à l'exercice pour les pays suivants: Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu' à l'année 2011, et 21 décembre/20 décembre pour les années suivantes) et Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Exportateurs de pétrole MOANAP: Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Importateurs de pétrole MOANAP: Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie.

MOAN: MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

Pays arabes en transition (hors Lybie): Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen.

¹ Les données de 2011–17 excluent la République arabe syrienne.